



TRIP D'AUTOMNE 2024

26 et 27 novembre

Focus couverture Indoor

Focus Couverture Indoor

■ **Gaël Sérandour**

Directeur adjoint, Direction de l'Investissement - Banque des Territoires - CDC

Télécharger [la présentation de la Banque des Territoires - CDC | Gaël Sérandour, Directeur adjoint - Direction de l'Investissement](#)

Gaël SÉRANDOUR

L'Avicca m'a demandé de manière ramassée, dynamique et engagée de vous évoquer quelques enjeux et peut-être quelques fractures que nous voyons côté Caisse des dépôts, Banque des territoires, pour les années qui viennent. Pour ce faire, je voudrais juste vous dire que depuis 20 ans que nous sommes engagés autour de l'aménagement numérique des territoires, évidemment, nous l'avons fait dans plusieurs secteurs. Vous nous connaissez historiquement dans le sujet des réseaux terrestres et des réseaux fixes. C'est l'ensemble des financements que nous avons octroyés dans les premiers réseaux haut débit. Et puis après, à partir de 2010, dans les réseaux de fibres. C'est à la fois les prêts aux syndicats et aux collectivités. Et puis évidemment, les investissements que nous avons réalisés pour plus de 13 millions de locaux. Et nous sommes en passe, en tout cas avec tous les financements, les collectivités concernées et les opérateurs que nous soutenons, de réaliser ce premier mouvement et avec une continuité assez naturelle qui a été de financer par exemple des premiers centres de données, des premiers data centers, finalement le prolongement assez naturel de ces réseaux.

Puis vous nous avez vus, y compris ici à l'Avicca, certaines années, vous parler de mobile, de zones blanches. Nous avons accompagné un certain nombre d'entre vous pour les campagnes de mesures, pour aider les équipes-projets. Et nous vous avons évoqué aussi quelques enjeux autour de la 5G industrielle, des réseaux mobiles privés, pour lesquels nous pensons que ce sont des facteurs de compétitivité des territoires, et donc des enjeux qui sont devant nous.

Bien sûr, depuis trois ans, c'est le sujet de la résilience. Alors la table ronde précédente, prise sous le prisme économique et du financement, l'a esquissé. Mais avec l'ANCT, vous vous rappelez que nous avons édité un guide sur les schémas de résilience. Nous avons martelé l'importance que nous voyions de faire réaliser ces schémas et finalement de s'engager dans une réflexion de long terme sur : « de quoi avons-nous besoin dans les différents territoires pour penser la sécurisation et la résilience de ces réseaux ? »

Et d'ailleurs, puisque souvent à l'Avicca, c'est l'occasion d'avoir des observatoires et des avancements.

Alors ce n'est sans doute pas exhaustif. Ce ne sont pas que des territoires accompagnés, cofinancés par la Caisse des dépôts. Il y a des territoires qui avancent en termes de réflexion sans nous.

Mais pour vous dire que c'est un sujet extrêmement important perçu côté Caisse des dépôts, je signale par exemple pour le Tarn-et-Garonne que le Directeur général de la Caisse des dépôts lui-même s'est engagé à signer le cofinancement d'un schéma local de résilience. Et les premiers prêts de long terme, notamment un prêt de 15 millions d'euros que nous avons signé avec la Vendée à l'occasion du Salon des Maires la semaine dernière, montre que les territoires, petit à petit, sont en train de s'emparer de cette problématique pour essayer de l'adresser de manière importante.

Alors, lorsqu'Ariel m'a demandé de vous indiquer quelles pouvaient être les fractures. -et en tout cas une fracture importante que nous commençons à voir de plus en plus forte dans les territoires-, je voulais juste évidemment revenir sur quelque chose qui est présent dans les colloques de l'Avicca depuis plusieurs années, c'est le triptyque entre :

- les infrastructures que nous connaissons, que nous essayons de déployer tous ;

- finalement, les données qui circulent à travers ces réseaux et que nous essayons de capter de plus en plus ;

- et évidemment, c'est l'ensemble de ces réseaux mobiles, de ces réseaux de fibre optique, des data centers, des réseaux bas débit, des réseaux LoRa, que de plus en plus de collectivités sont en train de déployer, qui permettent finalement de digitaliser les territoires, de gérer les données territoriales.

Et nous essayons d'accompagner un certain nombre de startups, d'entreprises innovantes en France, pour adresser cette gestion des données et permettre de les présenter, de les traiter, de les croiser, de les exposer, de les superviser au bénéfice des collectivités territoriales. Et sans doute un des éléments nouveaux qui est prévu par la réglementation européenne, et c'est la raison pour laquelle nous mentionnons ici l'association pour l'intermédiation de données, ce sont toutes ces plateformes un peu sectorielles qui vont émerger dans la logistique, dans l'aéronautique, dans le commerce, où des acteurs d'une filière vont se mettre ensemble pour essayer de mieux traiter les données du secteur. Et puis, de plus en plus, l'intelligence artificielle arrive et les collectivités s'en emparent. Mais aussi, nous vous citons là deux exemples de très belles petites startups qui deviendront sans doute grandes : Leakmited qui utilise l'intelligence artificielle pour détecter les fuites d'eau dans les canalisations, par exemple, et Vortex, qui fait des jumeaux numériques et qui permet d'avoir la surveillance des cours d'eau et des rivières. Nous pourrions rester des heures sur ce triptyque et cette conviction que nous avons de l'importance dans la gestion des données et des données territoriales.

Mais, Ariel m'a dit non, il vaut mieux pour finir la journée faire des quiz, essayer d'avoir un peu d'interactivité. Et donc c'est là qu'il me demandait, puisque le colloque de l'Avicca est sous le prisme de la musique, «Ella elle l'a, la complétude ». Je vais vous citer quelques phrases, et puis vous allez essayer de me dire si vous savez de quoi je veux vous parler, et quel est finalement l'auteur et l'interprète ?

Si je vous dis, «même à 20 bornes de Bandol, c'est la déprime sans parabole» ; «en plein centre-ville d'Angers, il y a du danger sans la 3G». Ce n'est pas un éditorial de Patrick CHAIZE. «Il s'est tiré dans le Berry en oubliant son Blackberry ?». C'est Thomas DUTRONC. Et évidemment, je veux vous parler un petit peu de mobile et de couverture mobile. C'est la fracture que nous voulons adresser, côté Caisse des dépôts, dans le secteur.

Alors, un autre petit quiz. Je n'en ai que deux, mais ils sont répartis dans le territoire. Est-ce que ce bel ensemble immobilier parle à un représentant d'un territoire dans l'assistance ? Ils sont déjà partis au Pastis, puisque c'est la tour La Marseillaise. C'est un très bel immeuble, élu deuxième plus beau gratte-ciel du monde, selon le Figaro Immobilier et c'est Jean NOUVEL, l'architecte. Et puis surtout, cela utilise la thalassothérapie. L'eau de mer est utilisée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Nous sommes évidemment très proches du vieux port à Marseille pour refroidir la tour. Résultat, quand la tour a été livrée, nous étions investisseurs, aux côtés de la Caisse d'épargne et de Swiss Life. Quand cela a été livré et que les gens sont arrivés dedans, il n'y avait absolument aucune couverture mobile, personne ne pouvait communiquer à l'intérieur.

Deuxième exemple, nous sommes à Bordeaux. C'est le premier grand bâtiment à énergie positive en Nouvelle-Aquitaine, avec 700 panneaux photovoltaïques et cela produit donc plus d'énergie que cela en consomme. Donc vous voyez, à travers ces deux exemples, les promoteurs, les propriétaires, les investisseurs en immobilier, savent être imaginatifs et innovants. Et tellement que nous avons décidé d'y installer 1.200 collaborateurs de la direction des politiques sociales de la Caisse des dépôts, donc ceux qui gèrent un cinquième des retraites des Français. Et puis, quand tous nos collaborateurs ont emménagé dans ce beau bâtiment, il n'était pas possible d'utiliser les téléphones portables.

Alors tout cela, pour vous dire que nous sommes aussi un investisseur important dans l'immobilier.

Depuis quelques années et de plus en plus, nous entendons un certain nombre de retours terrain où des gens préfèrent

Parfois quand il y a des changements d'opérateurs, revenir à celui d'avant. Par correction et politesse, en cette fin de journée, j'ai caché le nom des opérateurs. Ce sont des vrais verbatims d'usagers de certains bâtiments tertiaires. Et puis évidemment quand nous parlons aux gens des achats ou de l'immobilier, il y a beaucoup d'incompréhension sur la façon dont les choses peuvent fonctionner, comment pouvons-nous améliorer les choses ? Et évidemment il y a toujours un sujet de budget. Alors vous avez compris que ce sujet de la connectivité mobile indoor, et donc de la connectivité pour tous les bâtiments tertiaires, quand nous parlons de

rénovation ou de nouveaux bâtiments en France, cela nous semble de plus en plus fortement lié aux normes HQE que doivent respecter en termes environnemental et de performance énergétique tous ces produits immobiliers. Cela nous semble être l'un des enjeux que nous avons collectivement à adresser dans les années qui viennent.

Et puis alors de surcroît, comme j'ai aperçu quelques avocats et cabinets conseils émérites, sans doute conseils de certains syndicats ici dans la salle, je n'irai pas plus loin que la citation de l'arrêté de juin dernier. Mais il y a des prescriptions réglementaires qui sont en train d'arriver où de toute façon tous les bâtiments accueillants du public, dont les ERP, vont avoir l'obligation d'assurer la couverture parfaite de ces objets. Notamment parce que lorsque les services d'incendie et de secours ou les forces de sécurité devront intervenir dedans, il devra y avoir une continuité de connectivité avec le réseau radio du futur qui est en train d'être déployé par le ministère de l'Intérieur. Donc de toute façon, ce sujet, au-delà du sujet environnemental et énergétique, nous allons tous collectivement y être confrontés.

Et en tant que collectivité, il y a un certain nombre (et beaucoup d'établissements recevant du public) qui sont sous la maîtrise et sous la coupe des collectivités territoriales. Donc ces nouvelles normes et ces obligations de couverture, nous semblent devoir vraiment être prises en compte désormais par l'ensemble des acteurs. Et l'amélioration de la couverture mobile aujourd'hui, cela n'est pas inné. Ce ne sont pas les propriétaires, les bailleurs, les architectes et les conseils et les AMO des grands cabinets de l'immobilier qui ne pensent pas aujourd'hui encore de manière automatique, de manière systématique à ce sujet de la connectivité numérique. Et donc, comme nous avons pu le faire il y a 20 ans en s'attaquant à la fracture numérique, comme nous avons essayé de le faire dans le mobile, en Outre-mer notamment, et comme nous le faisons dans la résilience, nous avons envie, à la Caisse des dépôts, de nous attaquer à ce sujet.

Donc pour une première initiative, nous voulions mentionner le fait que nous avons fait le choix de lancer une première initiative avec un opérateur d'infrastructure qui est Axione, mais il y a évidemment d'autres initiatives qui existent sur le marché. Et naturellement, nous avons cette conviction, comme nous l'avions il y a quelques années, que ce sont sans doute des réseaux mutualisés, des objets neutres en termes d'infrastructure et non pas des solutions mono-opérateurs, qui seront la réponse aux enjeux qui sont devant nous. Et donc, nous avons créé une co-entreprise, une « joint Venture » en mauvais anglais, avec Axione pour adresser

ce sujet. Cette société qui vient tout juste d'être créée et qui s'appelle HEDY, a pour objectif de s'adresser aux promoteurs, aux constructeurs, aux propriétaires de bâtiments tertiaires et de leur proposer une solution de financement lissée sous forme d'abonnement. Donc, nous éliminons, nous écrêtons le capex d'investissement qu'il faut réaliser. Nous espérons que cela fluidifiera, cela apportera une réponse -en tout cas financière et évidemment technique- à cette problématique.

Et puisque dans la salle, au-delà des cabinets d'avocats et des AMO, il y a beaucoup de collectivités. Peut-être que les premiers réflexes et les premières questions que nous pouvons nous poser, tournent autour du patrimoine des collectivités territoriales, des bâtiments publics que vous avez. Vous êtes aussi interpellés par les entreprises de votre ressort et de votre territoire, qui parfois ont pu rencontrer ce type de problème ou pourraient rencontrer ce type de problème sur de nouveaux bâtiments qui pourraient sortir de terre. Et nous avons aussi identifié que dans les centres hospitaliers, les hôpitaux et les CHU, il y avait des problématiques particulières, ainsi que dans les parkings souterrains. Et en tout cas, pour l'ensemble de ces objets qui sont implantés sur les territoires ou qui sont publics, nous pensons avoir une première réponse à apporter.

Et donc pour la méditation de cette fin de journée et en guise de conclusion, je voudrais extraire à nouveau dans cette chanson de Thomas DUTRONC, une dernière phrase, qui me semble emblématique pour finir les travaux : "Que serions-nous sans connexion, à part des gens, pleins de questions ? »